

Les promesses de Hollande

Gros temps pour le chef de l'État et son Premier ministre qui prennent aujourd'hui la mesure des difficultés pour respecter tous les engagements du candidat Hollande

La France doute. En un peu plus de cent jours, la cote de popularité de François Hollande s'est effondrée à 44 % (Ipsos-Le Point) quand une majorité de Français estime cependant que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault remplit les promesses et les engagements du président de la République. « *Pourtant, l'intensité du soutien s'atténue* », constate le politologue Stéphane Rozès. Pour cet observateur, « *le problème de François Hollande réside dans la difficulté de présenter, jusqu'à maintenant, l'ensemble de ses réformes, dans une cohérence* ». La somme des défis intérieurs et extérieurs à relever est impressionnante, « *mais personne n'a oublié l'engagement de François Hollande qui semblait dire au Bourget, qu'il est possible de sauver ce que nous sommes, sans renoncer à ce que nous sommes* », se souvient Stéphane Rozès persuadé que « *le sujet n'est pas de savoir si le gouvernement va trop vite ou pas assez, s'il remplit de façon partielle ou en totalité ses promesses, mais si ce qu'il fait permet effectivement de dessiner un nouveau chemin pour redresser le pays* ». Après Jean-Marc Ayrault lundi soir sur France 2, François Hollande s'exprimera à son tour dimanche 9 septembre au 20-heures de TF1 (l'intervention était initialement prévue ce dimanche). Une occasion pour le chef de l'État de lever le flou, peut-être...

ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

Pouvoir d'achat : « Un exercice compliqué pour le gouvernement »

« Le gouvernement se sent un peu tenu par des promesses de campagne qui se révèlent plus compliquées qu'il y paraît, notamment sur le blocage du prix des carburants. Par ailleurs, un certain nombre de Français et de professions sont dépendants de cette donnée et c'est très certainement l'une des raisons de la progression du vote FN dans les territoires ruraux, là où de nouveaux arrivants se sont établis pour s'éloigner des centres urbains dont les prix de l'immobilier avaient augmenté. Mais pour y accéder, il faut utiliser la voiture et donc consommer de l'essence. Ces catégories sociales voient aujourd'hui leur pouvoir d'achat directement attaqué. On est dans un exercice effectivement compliqué pour le gouvernement et il n'est pas certain que, globalement, on réponde à la question du pouvoir d'achat par la question de l'essence. »



(Photo Cyril Doderigny)

Sécurité : « Les postures de droite et de gauche se sont rapprochées »

« Le pays a obligé les postures traditionnelles de gauche comme de droite à se rapprocher. Quand on prend la thématique de la sécurité, il y a quinze ou vingt ans, la gauche était pour la prévention et avait un sentiment d'insécurité, alors que la droite était pour la répression à laquelle il faut rajouter ce qui a été la politique, assez bizarre, de Nicolas Sarkozy, de retirer les policiers des quartiers. Il y a dorénavant très peu de différence idéologique entre le

peuple de droite et le peuple de gauche sur ces questions, et ça a obligé les dirigeants de droite et de gauche à se réorienter. Une fois Nicolas Sarkozy éloigné de la vie politique, il n'y a plus guère de maires ou d'élus de droite qui pensent qu'il ne faut pas qu'il y ait de la police dans les quartiers. Finalement, la position de Manuel Valls est dans un assez bon point d'équilibre. Du coup, le caractère idéologique et doctrinal du sujet a beaucoup régressé. »



(Photo AFP)

Emploi : « Le redressement se fera tout au long du quinquennat »

« L'emploi est la priorité pour les Français parce que les plans sociaux tombent. Mais on comprend la philosophie du gouvernement disant que le redressement ne se fait pas en cent jours, mais tout au long du quinquennat. À l'inverse de la méthode de Nicolas Sarkozy où on avait alors le sentiment qu'il suffisait de dire les choses pour qu'elles se réalisent, celle choisie par Jean-Marc Ayrault, au travers de la grande conférence sociale, est toute autre. Mais dans ce cas, le gouvernement est tributaire de ce timing. On verra ce qui sortira de la grande conférence sociale, d'autant plus qu'il est rare que dans notre pays, les problèmes soient



pris dans leur globalité. Les Français pensent en effet que l'économie est comme un jardin à la française, avec d'un côté la fiscalité, de l'autre le social, d'un autre encore l'emploi, la formation et les coûts sociaux. Dans la réalité, c'est la réunion de tout cela qui fait la compétitivité de l'économie et la cohérence d'un modèle. »

Justice : « Des approches différentes au sein du gouvernement »

« Sur les questions de justice, Nicolas Sarkozy était souvent assez idéologique de sorte que même des magistrats de droite s'en étaient émus. On aurait pu s'attendre à ce qu'il y ait plus de débats idéologiques sur les questions de justice et de sécurité mais ce n'est pas le cas.



Christiane Taubira est dans le concret et pas dans la rhétorique. Le climat est tout à fait différent et il est bien normal que sur un certain nombre de sujets, il puisse y avoir au sein du gouvernement des approches différentes. C'est ça l'exercice de la démocratie. Selon les sujets abordés, comme les Roms par exemple, on entendra donner leur avis Cécile Duflot, Christine Taubira et Manuel Valls. Mais ce qui importe pour les Français, c'est que Jean-Marc Ayrault tranche au nom de l'intérêt général. »

L'expert

Stéphane Rozès
Politologue



Président de Cap et enseignant à HEC et Sciences Po, Stéphane Rozès a passé au crible de l'analyse politique l'ensemble des promesses faites et des réformes engagées pour tenter de comprendre où veut vraiment aller le nouvel exécutif.

Culture : « Préserver des modèles économiques et l'influence de la France »

« L'influence de la France dans le monde c'est sa langue, son histoire, sa culture, ses intellectuels, ses créateurs, ses innovateurs. Le débat sur la culture se fait beaucoup sur le numérique, l'équipement des territoires en haut débit, Hadopi, etc. Sur ces questions-là, la gauche a une crédibilité naturelle et spontanée. Mais il faut trouver les équilibres, ce qui n'est pas simple, parce que, même si on s'en défend, la culture c'est aussi des modèles économiques qu'il faut préserver comme le cinéma et le luxe. Ils le sont parce



(Photo Cyril Doderigny)

que des majorités ont su mettre à l'abri le secteur de la culture des simples logiques de consommation marchande immédiate. Là-dessus, notre pays sait en général trouver les bons équilibres et finalement, les différences entre la gauche et la droite ne sont pas si importantes que ça. »

Mariage homosexuel et droit de vote des étrangers : « Pas des priorités »



« Il faut admettre que ça avance plus sur le mariage des homosexuels que sur le droit de vote des étrangers. L'opinion est majoritairement favorable et, en même temps, ce n'est pas la priorité des Français. Pour la majorité, ces questions culturelles ne sont acceptables que si elles n'apparaissent pas comme un substitut à la résolution des problèmes essen-

tiels ou comme un marqueur superficiel de ce que serait le clivage entre la gauche et la droite. La gauche ne peut traiter ces questions-là que si sur les questions économiques et sociales, le gouvernement avance. Ça avait été le grand problème de Lionel Jospin qui n'avait fait que du social alors que les questions économiques et sociales n'étaient pas réglées. »

à l'épreuve de la réalité

Réformes : ce qui nous attend



EUROPE, INTERNATIONAL

TRAITÉ BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

L'accord de janvier dernier entre 25 pays de l'UE sur une stricte discipline budgétaire devrait être entériné par le Parlement en octobre.

PACTE DE CROISSANCE

L'accord de juin dernier prévoit que 120 milliards d'euros soient injectés dans l'économie européenne pour la relancer.

SYRIE

Hollande comme Obama et Cameron n'excluent plus une intervention internationale si le régime Assad recourt aux armes chimiques. Mais Poutine paraît bien décidé à bloquer tout passage par l'ONU.



FISCALITÉ

DÉFICIT

L'objectif des 3 % l'an prochain va être bien difficile à tenir : 2013 s'annonce au mieux médiocre et il ne faudra pas compter sur la croissance pour alimenter les caisses de l'État.

ÉCONOMIES ET NOUVEAUX IMPÔTS

Il y a déjà eu 20 milliards d'euros d'impôts en plus en 2012. Pour 2013, avec 1 % de croissance, il faudrait selon la Cour des comptes trouver 33 milliards en plus, soit en impôts, soit en économies. Les arbitrages seront connus le 24 septembre avec la présentation du budget 2013.



EMPLOI

PLANS SOCIAUX

Le dossier PSA a montré que l'État avait peu d'armes face aux dégraissages. La mauvaise conjoncture ne devrait pas améliorer les choses même si une loi contre les « licenciements boursiers » devrait être votée à l'automne.

CONTRATS D'AVENIR

Mesure phare du programme Hollande, ils devraient être proposés au plus vite (passage au Parlement en octobre, entrée en vigueur en janvier) à 150 000 jeunes peu qualifiés.



POUVOIR D'ACHAT

CARBURANTS

L'idée d'un blocage des prix a été abandonnée, le gouvernement a finalement choisi une baisse de 6 centimes pour 3 mois (moitié pour l'État, moitié pour les distributeurs). La conjoncture internationale ne devrait pas aider à une détente des prix...

SALAIRES

Le gouvernement a visé les catégories modestes avec le petit « coup de pouce » (2 %) sur le Smic et la hausse de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire. Les classes moyennes, elles ne seront pas aidées par la fin de la défiscalisation des heures sup et la « stabilisation en valeur » des salaires des fonctionnaires.

PRIX DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ

Forcé d'accepter une hausse « rétroactive » du prix du gaz, le gouvernement présentera cet automne un nouveau système de calcul des prix du gaz et de l'électricité pour distinguer les consommations essentielles de celles qui le sont moins.



ÉDUCATION

PROFESSEURS

Le candidat Hollande avait promis 60 000 postes en plus en cinq ans. Pour résoudre la « crise des recrutements », des formations et des bourses supplémentaires vont vite être mises en place.

RYTHMES SCOLAIRES

Les vacances de la Toussaint sont bien passées à deux semaines mais la diminution des vacances d'été attendra une plus vaste concertation. Pareil pour le retour à la semaine de cinq jours.



FAMILLE

MARIAGE HOMOSEXUEL

Une loi ouvrant le droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels devrait être votée cet automne pour une application au premier semestre 2013.



SÉCURITÉ

ZONES DE SÉCURITÉ PRIORITAIRE

Ces zones où les forces de l'ordre devraient concentrer leurs efforts seront 15 en septembre, au moins une cinquantaine l'an prochain.

ROMS

Les évacuations de campements ont défrayé la chronique début août et continuent. Le gouvernement a toutefois voulu marquer sa différence avec ses prédécesseurs en visant une levée des mesures temporaires limitant l'accès au travail des citoyens roumains et bulgares.



JUSTICE

RÉCIDIVE

Une « conférence de consensus » est convoquée en septembre pour travailler sur les moyens de la faire diminuer. Avec une loi à la clé, a priori centrée sur la probation, prévue pour 2013. Le but non déclaré est aussi de diminuer la surpopulation carcérale (67 000 détenus pour 57 000 places).

JEUNES DÉLINQUANTS

Le candidat Hollande prévoyait de doubler le nombre de centres éducatifs fermés. La ministre Taubira est beaucoup plus réservée.



CULTURE

HADOPI

Le budget de la haute autorité chargée de lutter contre le téléchargement illégal sera « largement réduit » dès septembre. Prémice à une remise à plat complète du problème dans le cadre d'une large concertation.

Traité européen : « Un premier pas relativement modeste »

« La décision du conseil constitutionnel rend un fiéffé service à la majorité car elle lui permet d'éviter le passage soit par un référendum, soit au Congrès, de sorte qu'il ne puisse y avoir une coalition de tous les opposants. Ce débat doit cependant être mis en

perspective avec ce que la majorité appelle la réorientation des politiques européennes, puisqu'il s'agit bien de contrebalancer le traité dit Merkel-Sarkozy, au travers d'initiatives pour la croissance. C'est un premier pas rela-

tivement modeste et on est très loin, pour l'heure, de la capacité de l'Europe à s'engager dans une politique économique, sociale et fiscale cohérente, capable de réconcilier les peuples avec Bruxelles et permettre une croissance rendant possible la lutte contre les déficits. »



(Photo Reuters)

Éducation : « On demande à l'École des tâches hallucinantes »

« L'Éducation est un secteur très important symboliquement, objectivement, mais aussi décisif pour l'avenir de notre pays

et pour sa compétitivité. Or, depuis des années, les Français demandent tout à l'école, y compris ce que les familles n'assurent plus vis-à-vis

de leurs enfants : transmettre un savoir, permettre aux jeunes de s'adapter à un monde sans cesse mouvant, mais aussi former des citoyens, des gens avec un mini-

mum de civilité. La société demande des tâches hallucinantes à cette institution. La question du nombre d'enseignants est

vraiment le petit bout de la lorgnette et ne peut pas être pensée indépendamment de tous les autres sujets. Mieux vaudrait une précision de

l'objectif prioritaire que l'on assigne à l'École et qu'ensuite, les hommes, les équipes, les moyens financiers soient redistribués en fonction de cela. »



(Photo Christophe Chavignaud)

Fiscalité : « Les Français veulent que leurs efforts soient efficaces »



« La fiscalité est tout ce qui concerne la répartition de la richesse produite. Elle doit être présentée dans sa cohérence et sa globalité. S'il n'y a pas une cohérence dessinée, chacun pense alors qu'on lui demande trop et qu'il ne reçoit pas assez. Les Français sont prêts à faire des efforts et des sacrifices s'ils répondent à deux conditions : la justice d'abord, ensuite l'efficacité. Les Français doivent avoir le sentiment que les efforts qui leur sont demandés sont efficaces. Mais, comme la fiscalité n'est pas présentée comme un outil au service d'une finalité, le risque est la coalition des insatisfaits, des frustrés, des mécontents. On est, pour l'instant, sur l'absence d'un récit cohérent qui, normalement, devrait être porté par Hollande qui a le lien symbolique avec le pays. »